

Le Royaume-Uni à l'heure des choix incertains


Laurent Bouvet*

* Directeur de l'Observatoire
de la social-démocratie
de la Fondation Jean-Jaurès,
professeur de science politique
à l'Université de Sofia Antipolis
et à Sciences Po-Paris

Il y a quelques mois encore, le retour des conservateurs au pouvoir à l'occasion des élections générales qui auront lieu le 6 mai 2010 ne faisait de doute pour personne au Royaume-Uni. Les travaillistes au pouvoir depuis 1997 étaient épuisés et le Premier ministre Gordon Brown au plus bas dans les enquêtes de popularité. Les observateurs les plus sérieux annonçaient même « La fin du parti »¹, révélant notamment les insuffisances, les tergiversations et le mauvais caractère du successeur de Tony Blair. A Downing Street, chacun préparait ses cartons et pensait à la suite. La question la plus courante était : « Que vas-tu faire après ? ». Aujourd'hui, même si à quelques jours du scrutin rien n'est encore joué, Gordon Brown semble bien parti pour rester Premier ministre. Si c'est le cas, il n'aura pas pour autant les mains libres car les conditions de son éventuelle « victoire » seront non seulement inédites mais potentiellement lourdes de dangers pour lui à court terme.

En effet, on semble se diriger, si l'on en croit les sondages qui donnent les trois partis au coude à coude autour de 25-30 % avec des variations régulières quant à l'ordre d'arrivée, vers ce que les Anglais appellent un *Hung Parliament* – c'est-à-dire une Chambre des Communes sans majorité –, un comble dans un pays où le mode de scrutin (uninominal à un tour) est précisément fait pour donner à un parti les moyens de gouverner seul. Pour la première fois depuis bien longtemps, le scrutin se joue en effet entre trois partis et non deux : les conservateurs (*Tories*) emmenés par David Cameron, les travaillistes (*Labour*) du Premier ministre Gordon Brown et les libéraux-démocrates (*Lib Dems*) sous la houlette de Nick Clegg.

1. Andrew Rawnsley, *The End of the Party: The Rise and the Fall of New Labour*, Penguin-Viking, 2010.



Le Royaume-Uni à l'heure des choix incertains

Les conditions du scrutin ne sont toutefois pas égalitaires pour les trois partis.² Compte tenu à la fois du découpage des circonscriptions et de la répartition du vote (concentration géographique dans certaines circonscriptions, nombre de votants par circonscription...), les libéraux-démocrates même s'ils arrivaient en tête du « vote populaire » – c'est-à-dire en nombre de voix – ne pourraient prétendre remporter le plus grand nombre de sièges. Le résultat se jouera donc certainement entre conservateurs et travaillistes – les *Lib Dems* pouvant se prévaloir d'un rôle d'arbitre si aucun des deux partis n'atteint la majorité absolue. Or le redécoupage électoral des années 1990 favorise le Parti travailliste. Il suffit en effet à celui-ci, pour emporter la majorité des sièges aux Communes, de devancer les conservateurs de deux points alors que ceux-ci doivent obtenir dix points d'avance pour pouvoir espérer le même résultat – les circonscriptions solidement travaillistes (dans le Nord de l'Angleterre essentiellement) ont en effet des taux de participation moins élevés et moins d'électeurs que celles des conservateurs (Sud de l'Angleterre). Au total, les conservateurs devraient le 6 mai prochain remporter 110 sièges au moins pour avoir une majorité absolue, ce qui implique qu'ils devraient mordre largement sur les circonscriptions travaillistes des Midlands voire du Nord. Les efforts des deux partis se concentrent ainsi (notamment en termes de financement de la campagne) sur des sièges dits « marginaux », susceptibles de passer d'un camp à l'autre et situés pour la plupart dans les Midlands.³

Le scénario le plus probable est donc une courte victoire en sièges des travaillistes malgré leur deuxième voire troisième place en nombre de voix. Ce qui conduirait au maintien au pouvoir de Gordon Brown comme Premier ministre mais avec le soutien indispensable des libéraux-démocrates. Reste à savoir de quel type de soutien il pourrait s'agir. Un simple accord au Parlement sur les orientations politiques (*Lib-Lab Pact*) comme dans les années 1970 – période qui n'a pas laissé un très bon souvenir dans la mémoire collective – ou bien un gouvernement de coalition avec un cabinet associant ministres travaillistes et libéraux-démocrates, ce qui serait une première depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ces élections qui s'annoncent déjà comme atypiques révèlent, plus profondément, d'importants bouleversements dans le paysage politique britannique qui, après treize ans de domination travailliste, auront des conséquences quels que soient le résultat.

2. En l'état des projections à partir des sondages (voir notamment le « calculateur » sur le site de la BBC) et compte tenu du système électoral, les libéraux-démocrates pourraient obtenir autour de 150 sièges contre 250 environ, chacun, aux conservateurs et aux travaillistes.

3. Voir en particulier pour la répartition géographique des gains et pertes possibles : Peter Kellner, "Dave's new best friends", *Prospect*, Issue 168, 24th February 2010 – <http://www.prospectmagazine.co.uk/2010/03/daves-new-best-friends/>

LA FIN DU *NEW LABOUR*

Même si au soir du 6 mai, c'est un Premier ministre travailliste qui franchit à nouveau la célèbre porte du 10 Downing Street, ce quatrième mandat de suite pour le *Labour* pourra difficilement passer pour une victoire à l'image de celles de 1997, 2001 et 2005 remportées sous la conduite de Tony Blair. Cela prouvera certes que le *Labour* n'est pas mort mais que la page du *New Labour* est elle définitivement tournée. Gordon Brown tente en effet de faire oublier la période blairiste à la fois dans son style, beaucoup moins flamboyant et charismatique mais plus moral que son prédécesseur, et dans la politique qu'il propose au pays : autour d'un Etat relégitimé, devenu dans le programme électoral du *Labour* un « Etat actif », qu'il s'agisse de politique industrielle ou de protection sociale. C'est une inflexion notable même si le tournant idéologique, vers le libéralisme du point de vue économique et vers le conservatisme du point de vue social, de la période précédente n'est pas fondamentalement remis en question.⁴


Mais l'axe de campagne choisi par Brown est à double tranchant. Car s'il se présente comme le seul ayant l'expérience nécessaire face aux défis de la « sortie de crise » – ce qui est vrai sur le papier puisque les autres *leaders*, Cameron et Clegg, n'ont jamais occupé de responsabilité gouvernementale –, il n'en est pas moins usé par le pouvoir. Il a été Chancelier de l'Echiquier et n°1 bis du gouvernement pendant onze ans avant d'être Premier ministre. Il est à la fois le plus crédible et le moins populaire des trois compétiteurs pour le poste de Premier ministre.

DES CONSERVATEURS PEU CONVAINCANTS

C'est sans doute l'inexpérience et la jeunesse de David Cameron et de son équipe – dont George Osborne, Chancelier de l'Echiquier putatif – dans une période de crise et de doute du pays qui est le principal handicap des conservateurs. Pourtant, Cameron était apparu comme le *leader* enfin capable de ramener le parti au pouvoir après ses échecs successifs – les *Tories* sont allés de défaite en défaite sous la conduite depuis 1997 de William Hague, Michael Howard et Ian Duncan Smith. Jeune donc, charismatique, à la fois ancré dans la plus pure tradition conservatrice anglaise (issu d'une famille aristocratique, passé par Eton et Oxford)⁵ et ouvert sur les questions de

4. Voir Florence Faucher-King, « Grande-Bretagne : la fin des travaillistes ? », *Telos*, 22 avril 2010 – http://www.telos-eu.com/fr/article/grande_bretagne_la_fin_des_travaillistes

5. Voir notamment Sholto Byrnes, "Who's posher ? : Clegg or Cameron ?", *The Guardian*, 20th April 2010 – <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/apr/20/clegg-cameron-posher>



Le Royaume-Uni à l'heure des choix incertains


société, bref un « conservateur moderne », il a mis en avant l'idée d'un conservatisme compassionnel plus attentif à l'évolution de la société britannique. Il a également modernisé son parti, un peu à la manière de Blair dans les années 1990 : rajeunissement, féminisation et ouverture aux minorités, communication professionnalisée, etc.

Toutefois, les conservateurs restent profondément divisés sur de nombreux sujets – notamment sur la question européenne, ce qui les conduit à siéger à Bruxelles avec l'extrême-droite ! – et continuent de défendre, fondamentalement, un modèle économique et social qui fait une large place à l'initiative privée, individuelle ou « communautaire ». Leur slogan de campagne, « *Big Society* », laisse transparaître l'idée que l'Etat n'est toujours pas vu comme une solution (c'est la « société »...) mais plutôt comme un problème qu'il faut au mieux contourner au pire résoudre en le vidant de son pouvoir. Le programme conservateur fourmille de propositions visant à redonner le pouvoir à la société et aux individus contre... les pouvoirs publics : du développement du référendum local à l'autonomie des écoles par exemple.

Le problème de crédibilité des conservateurs dans cette campagne ne vient pas seulement de l'âge du capitaine – Cameron serait le plus jeune Premier ministre depuis deux siècles s'il était désigné – ou de l'inexpérience de son équipe, il vient aussi d'un paradoxe dans le discours tenu aux Britanniques : comment en effet prétendre vouloir s'appuyer sur un regain de l'activisme social en faisant confiance à la « société » tout en ne cessant de dire que le pays est « cassé » (*Britain is broken*) ? Comment en appeler au volontarisme et à l'optimisme d'un peuple dont auquel on dit depuis des années que son pays est en déclin ?

LES LIBÉRAUX-DÉMOCRATES : PARTI D'APPOINT OU *REAL PLAYER* ?

L'inconnue majeure de ces élections est finalement devenue, au cours de la campagne, le rôle final que tiendront les libéraux-démocrates. L'explosion médiatique de leur *leader*, Nick Clegg, lors du premier débat télévisé entre chefs de partis de l'histoire britannique, n'a fait que mettre en évidence ce qui était déjà lisible depuis plusieurs mois dans les enquêtes d'opinion : le rejet massif du jeu classique à deux partis. Si Clegg fait figure à la fois de troisième homme et de clef du scrutin, c'est parce qu'il a très bien su jouer du ras-le-bol vis-à-vis du duopole *Labour-Tory* exprimé par ses concitoyens, en particulier depuis la Guerre d'Irak et les mensonges révélés sur la manière dont l'entrée en guerre a été décidée par Tony Blair et soutenue par la majorité de la classe politique alors que l'opinion publique était majoritairement contre.




Le Royaume-Uni à l'heure des choix incertains

Un ras-le-bol d'ailleurs perceptible d'élection en élection depuis quelques années à travers le haut niveau d'abstention et les scores importants malgré le système électoral britannique des « petits partis » : ceux de la périphérie nationaliste en Ecosse (*Scottish National Party*) et au Pays de Galles (*Plaid Cymru*), ceux qui renvoient au populisme d'extrême-droite (*British National Party*) ou au nationalisme anti-européen, celui du UKIP, dont le score aux élections européennes de 2009 avait été un signal pour les observateurs. Le scandale des « notes de frais » l'année dernière a encore accru la contestation du duopole bipartisan – le parti libéral-démocrate semble mordre d'ailleurs sur les électors des deux grands partis même si les progrès dans les sondages de ces dernières semaines ont surtout été acquis aux dépens des conservateurs. Elus conservateurs et travaillistes de Westminster ont en effet été pris la main dans le sac des privilèges de toute sorte au moment même où le pays traversait la crise économique et financière.

Il reste évidemment à savoir si les *Lib Dems* pourront changer la donne – par exemple en étant suffisamment puissants pour pouvoir contraindre leur allié au gouvernement à réformer le mode de scrutin afin de garantir leur pérennité dans le paysage politique. C'est l'un des enjeux majeurs de l'élection désormais. C'est aussi la responsabilité, nouvelle, de leur *leader* qui était jusqu'ici peu connu et largement dédaigné par les médias. Il doit maintenant défendre son projet et répondre à toutes les questions habituellement posées aux leaders des grands partis. Il ne peut donc plus se contenter d'attaquer ses adversaires en mettant en évidence leurs nombreuses insuffisances. Or sur un certain nombre de questions, la plateforme libérale-démocrate apparaît en décalage avec l'opinion dominante. C'est notamment le cas sur l'Europe puisque les *Lib Dems* sont pro-européens dans un pays qui ne l'est pas. Sur d'autres aspects, elle reste floue et imprécise comme à propos des questions économiques.

Nick Clegg et les *Lib Dems* sont néanmoins dans une position avantageuse : leurs adversaires ne peuvent pas les attaquer trop violemment car ils devront demain leur tendre la main pour constituer une majorité. Pourtant, il faudra encore attendre sans doute un bon moment pour voir concrètement quel changement pourrait incarner un parti qui est, selon les sujets, en phase avec les conservateurs (sur l'école ou la police par exemple) ou avec les travaillistes (à propos du système de santé notamment).



Le Royaume-Uni
à l'heure des
choix incertains

« *VOICE V CHOICE* »

L'émergence d'un troisième parti dans le jeu électoral n'annonce donc pas encore une révolution dans la manière dont les Britanniques voient leur avenir, c'est-à-dire l'après-crise, thème central de cette campagne. Si l'on se situe non plus sur le plan tactique mais stratégique, on peut tout de même, à l'instar de l'hebdomadaire *The Economist*⁶, distinguer deux visions générales qui s'affrontent dans cette campagne. Celle du *Labour* privilégie le rôle de l'Etat comme instance de régulation économique et sociale pour éviter que la crise du capitalisme financier de 2008 ne se reproduise tout en poursuivant sa « modernisation » – mot-clef hérité de la période blairiste – en allant vers un Etat intelligent (*Smart State*) et plus efficace grâce à l'adoption des règles du privé. Celle d'un conservatisme, lui aussi « modernisé », sous la houlette de David Cameron, qui met en avant une société des individus et des communautés émancipée d'un Etat ainsi toujours conçu comme devant rester le plus « minimaliste » possible suivant le dogme thatchérien.

Le résultat en demi-teinte qui s'annonce – pas de majorité à Westminster – pourra sans doute être lu, dans une perspective optimiste, comme la volonté de voir s'établir une sorte de compromis viable entre les deux logiques décrites plus haut, à la manière finalement dont Tony Blair en 1997 avait réinterprété le thatchérisme davantage qu'il avait rompu avec lui. Si l'on est pessimiste, on verra plutôt dans cette élection aux contours inédits un rejet profond des pratiques politiques de ces dernières années par des Britanniques désabusés. La légitimité du vainqueur, quel qu'il soit, sera entachée par ce défaut de majorité au Parlement. Il sera dès lors difficile au gouvernement de redonner confiance au pays.

6. Bagehot, "Voice v choice", *The Economist*, April 17th 2010, p. 32.